



## **Marathon TRANS-EUROPA**

Association régie par la loi 1901

Siège social : 6, rue Guynemer - 17100 - SAINTES

**Bureaux : 52, Boulevard Champlain - 17200 - ROYAN**

Tél. 05 46 08 30 26 ou 06 74 84 59 54

E-mél : [mte.france@wanadoo.fr](mailto:mte.france@wanadoo.fr)

Réf. GD/MTE - Ministère des Affaires sociales / FF 1

**Monsieur François FILLON**

Ministre des Affaires sociales et de l'Emploi

127, rue de Grenelle

75007 PARIS

**Objet : Demande de soutien urgente avec le Marathon TRANS-EUROPA - Agir pour l'emploi**

A l'égale attention de Messieurs **Christian LEYRIT**,

**Jean-Pierre GUERILLOT**,

**Daniel-Georges COURTOIS**,

**Jean-Christophe BOUVIER**,

Préfet de Charente-Maritime,

Directeur Départemental du Travail de Charente-Maritime,

Chef de Cabinet de Monsieur Fillon,

Directeur de Cabinet de Monsieur Leyrit.

**«En dernière analyse la grandeur est le courage de s'affranchir des vieilles idées, des standarts traditionnels et des façons conformistes de faire les choses.»** James H. Robinson

Royan, ce lundi 31 mars 2003

Monsieur le Ministre,

Il faut dire que le terrorisme, le plan vigipirate « de toutes les couleurs » et la guerre en Irak avec ses horreurs humanitaires inventées de toutes pièces par des décideurs irresponsables de pays, fussent-ils les plus influents du monde connu, tombent plutôt bien.

Nous en sommes heureux pour les médias, les politologues, les sociologues et autres philosophes de tous poils qui s'en délectent à longueurs d'émissions, d'articles, de livres ... et nous partageons les joies économiques des éditeurs de futurs livres d'histoires qui sauront demain rajouter quelques pages assassinent et honteuses dans les manuels scolaires.

**Par la présente, nous venons vous parler une nouvelle fois de création de travail et d'emplois de manière alternative, innovante, originale, citoyenne, dimensionnée, raisonnée et longuement préparée au cœur des problématiques des principaux intéressés : les chômeurs.**

Et nous finissons par nous demander à quelle aune mesurer l'écoute de la société dite-civile.

Il s'agit d'un projet que nous avons appelé **Marathon TRANS-EUROPA**, axé dès le départ sur le « sport - emploi », uniquement pour des besoins de communication et de mobilisation ... accessoirement pour des raisons de mouvement, provoquer des rencontres, faire bouger les neurones, promouvoir les valeurs d'efforts et d'échanges, fixer une stratégie.

En réalité, le sport n'est qu'un prétexte ... il s'agit bien d'utiliser le besoin d'Europe, d'initiatives et de synergies en fédérant divers réseaux, associations, collectivités, institutions, outils et dispositifs bien ciblés et existants ici ou là, voire à foison, pour mettre en place, suivant un schéma précis et européen, une chaîne pérenne de plates-formes de développement local (peu importe le nom), basée sur la diffusion d'expertises, d'ingénieries et de pratiques d'économies solidaire et plurielle ... incluant nécessairement celles, plus classiques, libérales et administrées, dès lors qu'elles ne deviennent pas dévastatrices et contre-productives (comme cela devient trop souvent le cas) ....

Et nous voulons que cette action expérimentale, génératrice de modèles, commence chez nous, en Charente-Maritime, un département particulièrement exemplaire en matière de gâchis d'énergies.

Nous venons de prendre connaissance avec intérêt et stupéfaction des sept pages de votre discours d'introduction à la Table ronde sur l'emploi du 18 mars courant, stigmatisant ce manque d'attention de votre Ministère, voire de négligences coupables que nous tenons à vous dénoncer.

Car nous retrouvons bel et bien dans vos analyses, dans vos souhaits et dans vos directives, une bonne partie des propositions - actions contenues dans le projet Marathon TRANS-EUROPA (Cf. le courrier du 22 mars courant à Monsieur Jean-Pierre Guérillot, Directeur Départemental du Travail).

**Alors, nous nous étonnons légitimement : pourquoi réclamer à des « partenaires dits-sociaux » ce qui est déjà chez vous ? ... et nous nous interrogeons aussi sur la somme de propositions que vous appelez de vos vœux et ainsi passées à la trappe.**

Pour mémoire, vous voudrez bien trouver ci-joint le courrier que nous vous avons adressé le vendredi 10 mai 2002, peu après votre nomination et en réponse aux exhortations de soutiens aux initiatives citoyennes assénées par Monsieur Jean-Pierre Raffarin, 1<sup>er</sup> Ministre, se disant à l'écoute de la France dite- d'en-bas ... nous vous avons joint naturellement les divers éléments constitutifs et explicatifs de **ce Marathon européen pour l'Emploi** dont nous avons prévu le départ au 9 mai 2004.

Vous prendrez utilement connaissance de la réponse du 4 juin 2002, de Monsieur Daniel-Georges Courtois, votre Chef de Cabinet (Réf. Cab. CR N° D 02008295/ET), indiquant qu'il transmettait à Madame le Ministre de l'Ecologie et du Développement durable aux fins d'examen.

Vous apprendrez que, concomitamment à vous-même, nous avons également remis séparément ce dossier à l'attention de Mesdames Roselyne Bachelot, Tokia Saïfi et Dominique Versini (en mains propres aux réceptions de leurs Ministères) ... que malgré plusieurs relances, nous n'avons jamais pu obtenir de nouvelles, pas même un simple accusé de réception (!), pas même à celle de Monsieur Courtois (Cf. le courrier du 10 janvier 2002 adressé à Monsieur Jacques Chirac, co-Président du Conseil de l'Union européenne) ... pire, nous avons remis 3 dossiers différents et à 3 reprises à Madame Dominique Versini, votre Secrétaire d'Etat à la lutte contre la précarité et l'exclusion, sans plus jamais nous donner signes de vie (Cf. courrier joint que nous lui adressons ce jour, compris la réponse à celui du 4 mars courant de Monsieur Gérard Marchand, Chef adjoint de Cabinet de Monsieur le Président de la République, renvoyant à nouveau vers elle).

Nous vous informons également du courrier du 14 mai 2002 (Réf. 2002/3305. SGAR/DSA/BAESEAEI/LVT) signé par Monsieur François Ambroggiani (Sous-Préfet de Paris et Directeur de Cabinet de Monsieur le Préfet de la Région d'Ile-de-France), en réponse à notre demande de 28 février 2002 et renvoyant à nouveau vers vos services et, plus précisément, la Délégation Interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale.

Là encore, nous n'avons été favorisés d'un quelconque retour de Monsieur Guy Janvier.

Précédemment, nous avons sollicité aussi l'Appel à projets « Dynamiques solidaires » du Secrétariat d'Etat à l'économie solidaire de Monsieur Guy Hascoët, et nous avons appris par un ami membre du Jury, de quelle curieuse manière il avait été écarté en Poitou-Charentes (Cf. la réponse du même 14 mai 2002, de Monsieur Franck Le Guen, Secrétaire Général du Préfet de Région ... Réf. 986 / SGAR) ... Etc, etc ...

Rassurez-vous, tout ceci n'est pas nouveau, la même désinvolture « meurtrière » existait aussi sous les Gouvernements de Messieurs Jospin, Juppé, Balladur que nous avons contacté avec la même application (Cf. un aperçu des dizaines de dossiers transmis et quelques réponses glanées au hasard de Messieurs Jean-Pierre Raffarin du 4 mai 1993, René Monory du 17 février 1994, Edouard Balladur du 14 juin 1994, Philippe Seguin du 24 juin 1994, Michel Giraud du 12 octobre 1994, Alain Juppé du 22 juin 1995, Jacques Chirac des 21 juin et 24 juillet 1995, 5 juin 1996, de Martine Aubry des 2 juillet ou 18 août 1997, directement ou par leurs chefs de Cabinets).

En face, **malgré tous les plans ratés et les promesses non tenues depuis tant d'années**, nous notons **des millions de chômeurs**, déclarés ou non, **des dizaines de millions de dépressions**, soignées ou non, **des milliers de « suicides économiques »**, identifiés ou non, **aux coût matériels, moraux et humains vertigineux** (Cf. les chiffres encore partiels du rapport Nikonoff maintenant dépassés) qui, suite à **tous ces échecs patents et collectifs accumulés, finissent bien par relever de la responsabilité de quelques uns**, lesquels, en toute bonne logique et eu égard le désastre sociétal enregistré, devraient tout de même être sommés de s'expliquer et de rendre des comptes.

A cet effet, vous voudrez bien trouver ci-joint la copie des courriers très explicites et constructifs que nous venons d'adresser les 21, 22 et 27 mars courant à Messieurs Christian Leyrit et Jean-Pierre Guérillot, décideurs départementaux. Ils font suite à des réunions consensuelles et à un état des lieux alarmant, concernant les dégradations constatées : augmentation de la précarité et des drames liés au chômage et à la perte de revenus, notamment **l'impasse « suicidaire » dans laquelle se retrouve les « quinquagénaires » mis hors-jeu** (le projet MTE prend justement en compte cette transmission d'expériences délaissées).

**Seul, «oser l'avenir » intéresse** ... (nous laissons le passé aux combats d'arrière - gardes, perdus d'avance).

Comptant sur l'expression concrète de la collaboration responsable réclamée pour stimuler l'existant, Recevez, Monsieur le Ministre, nos respectueuses salutations et solidaires.

Le Président du MTE  
**Gabriel DELICOURT**